

Le Greffier

Monsieur Philippe COURARD  
rue de la Libération 25

6990 HOTTON

FJ/SS/bb

Namur, le 12 DEC. 2018

Monsieur,

Il m'appartient, en vertu de l'article 33 du Règlement d'ordre intérieur de la Commission de contrôle des dépenses électorales et des communications du Parlement wallon (annexe 1), de vous informer qu'une réclamation fondée sur l'article L4146-25 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation (annexe 2) a été introduite à votre rencontre par Monsieur Jacques Chaplier.

Une copie de la réclamation est jointe au présent courrier.

Il vous est possible de solliciter, à tout moment de la procédure, la consultation du dossier relatif à cette réclamation au Greffe du Parlement de Wallonie sur rendez-vous auprès de Madame Sandrine Salmon (tél.: 081.25.13.87 - courriel: [s.salmon@parlement-wallonie.be](mailto:s.salmon@parlement-wallonie.be)).

En vertu de l'article 33 du Règlement d'ordre intérieur de la commission précitée, vous disposez d'un délai de trente jours pour transmettre un mémoire en réponse au secrétariat de la Commission de contrôle des dépenses électorales et des communications, square Arthur Masson 6 à 5012 Namur.

Sous réserve de la décision de la Commission relativement à la recevabilité de la réclamation, il sera statué sur votre dossier en séance publique au jour et à l'heure qui vous seront communiqués dès qu'ils seront fixés.

Pour compléter votre information, vous pouvez consulter le site web du Parlement de Wallonie ([www.parlement-wallonie.be](http://www.parlement-wallonie.be)) et plus particulièrement l'onglet consacré aux élections locales qui précise notamment les missions de la Commission de contrôle des dépenses électorales et des communications et sa composition.

. / ..

Madame Sandrine Salmon (tél.: 081.25.13.87 - courriel: s.salmon@parlement-wallonie.be), responsable de la Direction des affaires institutionnelles, reste à votre disposition pour tout complément d'information que vous souhaiteriez.

Vous souhaitant bonne réception de la présente, je vous prie de croire, Monsieur, à l'assurance de ma considération distinguée.



Frédéric JANSSENS  
Secrétaire général

Annexes

Réclamation-plainte pour faits de campagne. Elections communales 14 octobre 2018.

## Hotton. Les pratiques de « H12.O » et Philippe Courard en question.

### Dépôt par Jacques Chaplier

Bourgmestre de Hotton  
Rue des Écoles n° 36 6990 Hotton  
Téléphone 084 466534  
GSM 0474 441774  
Fax 084 467628  
Email [jacques.chaplier@hotton.be](mailto:jacques.chaplier@hotton.be)  
Candidat et tête de liste EC (Entente Communale)

### à l'encontre de la liste H12.O

Menée par Philippe Courard  
rue de la Libération 25 6990 Hotton  
Conseiller communal de Hotton  
Président du Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles  
Candidat et tête de liste H12.O

### Fait de campagne n°1 :

**Distribution gratuite de boisson (soft et alcoolisées) et de zakouskis le samedi 15 septembre sur un emplacement du marché public bi-mensuel de la commune de Hotton.**

Cette démarche est contraire aux dispositions du CDLD et plus particulièrement de l'article L 4145-30 §1 point 2. Cette loi (aussi appelée Loi Courard car il en a été le porteur) assimile de tels faits à de la corruption... C'est l'équipe complète de H12.O qui a assuré le service au public.

### **Nous avons réagi.**

Annexe 1 : mail du 18 septembre 2018 adressé par Jacques Chaplier Bourgmestre à la Directrice Générale de la Commune de Hotton

Annexe 2 : courrier du 21 septembre 2018 adressé par recommandé à la Ministre Valérie Debuye par la DG de la commune de Hotton et le Bourgmestre .

Annexe 3 : échange de mails.

A/ mail adressé le 08 octobre au cabinet de la Ministre Debuye par Jacques Chaplier suite à l'absence de réponse au courrier communal recommandé du 21 septembre.

B/ mail reçu le 8 octobre de Me Hocquet Catherine, conseillère au cabinet de la Ministre Debuye.



C/ mail du 12 octobre adressée par Jacques Chaplier à Me Hocquet Catherine regrettant l'absence de réponse à son mail du 08 octobre.

D/ mail adressé le 12 octobre par Me Hocquet Catherine envoyant le dossier à la commission de dépenses électorales.

Annexe 4 : courrier du Bourgmestre de Hotton et de la Directrice Générale regrettant l'absence de prise de position vis-à-vis des faits de campagne dénoncés le 21 septembre dans un courrier recommandé.

## **Fait de campagne n° 2 :**

**Comportement indélicat de Madame Cindy Wilmet candidate numéro 3 de la liste H12.O : celle-ci a publié sur les réseaux sociaux, pendant la campagne électorale, une photo où elle apparaît couchée dans l'herbe au « War cemetery » Hotton.**

### **Annexe 5**

Aller se vautrer et publier ses photos sur les réseaux sociaux dans un lieu de recueillement et de mémoire, est-ce un comportement digne ?...

Le fait que cette pratique a eu lieu pendant la campagne électorale ne constitue-t-il pas un élément aggravant ? Le cimetière est occupé par 600 tombes de soldats britanniques (tous jeunes) tombés pendant la Seconde Guerre mondiale.

Au moment où les célébrations mémorielles se multiplient, est-ce une attitude respectueuse de leur mémoire ?

## **Fait de campagne n° 3 :**

**Affichage électoral dans des lieux publics et/ou privés sans l'accord des propriétaires.**

### **Annexe 7.**

***Photos un*** : affichage sur le mur du bâtiment de RIVEO et du RSI ( Syndicat d'Initiative de Hotton) le samedi 15 septembre pendant le marché public bimensuel et pendant la distribution gratuite de boisson soft et alcoolisées. Aucune autorisation n'a été sollicitée ni accordée.

***Photos deux et trois***; affichage sur un terrain de la Fabrique d'église de Hampteau sans solliciter l'autorisation des fabriciens.

***Photos quatre*** : affichage sur un autre terrain privé appartenant à Monsieur Gilbert Paquet à Hampteau sans autorisation du propriétaire et non enlevé malgré les réactions de refus du propriétaire.

**Annexe 8** .Il convient de rappeler que les élus du groupe H 12.O ont voté unanimement en séance du conseil communal du 26 juin une ordonnance de police sur l'affichage électoral... annexe 8.

## **Faits de campagne n° 4 :**

**Pendant de longues heures madame Cindy Wilmet et Monsieur Jean-Claude Jacquemart ont déambulé dans les files d'attente, choisissant les personnes qu'ils estimaient âgées ou handicapées pour les emmener ensuite prioritairement jusque dans les 3 bureaux de vote de l'endroit.** Ce comportement contraire à la réglementation

électorale s'est produit le 14 octobre 2018 devant et dans les bureaux de vote 22, 23, 24 à Hotton.

Ces 3 bureaux de vote situés dans l'école communale de Hotton ont été le théâtre de files d'attente (d'une durée allant jusqu'à 1h30). **Annexe 8** : débriefing.

Ce comportement a été dénoncé verbalement au Président des activités électorales, Monsieur Frédéric Huard par le Bourgmestre. Celui-ci a répondu que les témoins peuvent aider dans les bureaux de vote en cas de nécessité.  
Ne se trompait-il pas ?

1/ Les faits se déroulent et consistent en allées et venues incessantes entre l'extérieur du bâtiment et l'intérieur des bureaux de vote.

2/ Madame Cindy Wilmet n'était aucunement reprise dans la liste des témoins et dans la liste des assesseurs reprises en **annexe 9**.

3/ Fait aggravant, nos deux protagonistes sont candidats et se devaient d'avoir une attitude neutre dans le périmètre extérieur et intérieur des bureaux de vote.

Je demande à la commission d'analyser ces faits, de les commenter et de les sanctionner si tant est que la possibilité existe.

Je souhaite que l'analyse dépasse le plan purement financier mais surtout qu'elle s'intéresse à l'aspect **LEGAL** et **DEONTOMOLOGIQUE** des comportements dénoncés en sachant qu'ils sont menés par Mr P Courard, l'auteur de la Nouvelle Loi Communale (CDLD) et, de surcroît Député Régional Wallon et Président du Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles, donc **DOUBLEMENT GARANT** du respect des lois.

Hotton 06 décembre 2018.

Jacques Chaplier  
Bourgmestre.



Jacques Chaplier

Annexe 1 (2 pages)  
Mail DB.

**De:** Marie-France Dewez  
**Envoyé:** mardi 18 septembre 2018 08:50  
**À:** Jacques Chaplier; Jean-François Dewez; schmit.martine@skynet.be; Gui Ponsard; Simon Habran; Marie-Anne Benne  
**Objet:** TR: Campagne electorale 2018 : 1ers dérapages...  
**Pièces jointes:** Elections provinciales Hotton 2018..jpg

Point au Collège

MF

---

**De :** Jacques Chaplier [mailto:[jacques.chaplier@hotton.be](mailto:jacques.chaplier@hotton.be)]  
**Envoyé :** lundi 17 septembre 2018 09:58  
**A :** Marie-France Dewez  
**Objet :** Campagne electorale 2018 : 1ers dérapages...

Bonjour.

Je suis interpellé par la présence sur le marché de Ph Courard avec toute son équipe très occupés à la distribution gratuite de boissons (pas que soft) et de zakouskis (olives...) avec une affiche électorale appliquée sur le mur du bâtiment communal hébergeant le SI/RIVEO.

Peux-tu vérifier :

- 1/ Le paiement de l'emplacement de marché est-il en ordre ? Qui les a autorisés à s'installer ?
- 2/ Cette activité est-elle autorisée en période de prudence ?
- 3/ L'affichage électoral sur un bâtiment public est-il autorisé ? Aurait-il eu un accord du SI/RIVEO ?

...et je ne parle pas du bel exemple éducatif d'un Président de Parlement distribuant gratuitement des boissons alcoolisées dès potron-minet sur le marché de sa commune !

Merci MF de répondre à mes questions.

On se voit tantôt...

JCB

Jacques Chaplier  
Bourgmestre de Hotton  
[jacques.chaplier@hotton.be](mailto:jacques.chaplier@hotton.be)  
0474/441 774  
084/46 65 34



annexe 2

le 10/09/18

Courrier 1  
Min Debu

PROVINCE DE LUXEMBOURG

Hotton, le 21 septembre 2018



Arrondissement de MARCHE-en-FAMENNE

—  
COMMUNE DE  
6990 HOTTON  
—

Agent traitant : M-F DEWEZ  
Tél : 084/36.00.00  
[marie-france.dewez@hotton.be](mailto:marie-france.dewez@hotton.be)

Ministre des Pouvoirs locaux  
Madame Valérie DE BUE  
Rue des Brigades d'Irlande, 4  
5100 NAMUR

081 / 3235 11

RECOMMANDE

Madame la Ministre,

**OBJET : Campagne électorale – Faits survenus le 15 septembre 2018.**

En date du samedi 15 septembre 2018 lors du marché bi-mensuel du village de Hotton, le groupe politique H12O, qui présente une liste aux élections communales, s'est installé auprès d'un marchand (avec son autorisation), a distribué des boissons (soft et alcool) et a offert des zakouskis aux passants.

Cette mesure n'est-elle pas contraire aux dispositions du CDLD et plus particulièrement son article L4145-30, § 1<sup>er</sup>, point 2 ?

Par ailleurs, une affiche électorale était apposée (cf. photo en annexe) sur le mur d'un bâtiment ouvert au public. Or, aucune autorisation n'a été sollicitée auprès du propriétaire du bâtiment (le syndicat d'initiative de Hotton) ni auprès de l'autre occupant des lieux (l'asbl Riveo) en vue de l'affichage d'un panneau électoral.

Cette initiative est contraire à l'ordonnance de police sur l'affichage électoral (et notamment son article 2, cf. annexe) votée à l'unanimité en séance du Conseil communal du 26 juin 2018.

Auriez-vous l'amabilité de rendre un avis sur ces faits ? Sont-ils admissibles (tolérables) en période de campagne électorale ? Quelles mesures comptez-vous mettre en place pour éviter ce type de « dérapages » ?

Etant donné que le prochain marché aura lieu le samedi 29 septembre 2018, une réponse de votre part avant cette date nous agréerait.

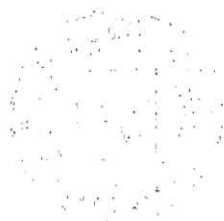
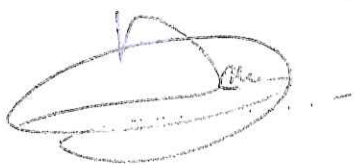
Une copie du présent courrier est transmise à la tête de liste du Groupe politique dont il est question (Philippe Courard, liste H12O).

Nous sommes à votre disposition pour toutes informations complémentaires.

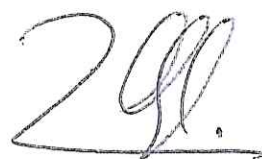
Nous vous prions d'agréer, Madame la Ministre, l'expression de nos salutations respectueuses.

Par le Collège,

La Directrice générale,  
Marie-France DEWEZ



Le Bourgmestre,  
Jacques CHAPLIER





**Jacques Chaplier**

annexes

(Lyppe)

**De:** Catherine HOCQUET <Catherine.HOCQUET@gov.wallonie.be>  
**Envoyé:** vendredi 12 octobre 2018 09:51  
**À:** Jacques Chaplier  
**Objet:** Re: Faits de campagne Hotton courrier du 21 septembre 2018

Schumpé  
mails

Cher Monsieur,

Venant de recevoir les informations précises de l'administration, je vous informe que la Ministre des pouvoirs locaux, n'est pas compétente dans le dossier des dépenses électorales.

Nous vous invitons à adresser votre demande à la commission des dépenses électorales du Parlement wallon qui est compétent en la matière.

Bien à vous

Catherine Hocquet  
Conseillère de la Ministre des  
Pouvoirs locaux  
Valérie De Bue

Envoyé de mon iPhone

Le 12 oct. 2018 à 08:59, Jacques Chaplier <[jacques.chaplier@hotton.be](mailto:jacques.chaplier@hotton.be)> a écrit :

Bonjour.

Je regrette que ce mail dénonçant des faits de corruption (c'est la loi communale qui le dit) et de non-respect des décisions du conseil communal de Hotton ne trouve pas de réponse 20 jours après mise au courant de Me la Ministre, de son cabinet et de l'administration...

Faut-il en conclure qu'il fallait laisser faire ou mieux, faire, comme eux ? Rassurez-vous, le respect des lois fait partie de notre ADN et il n'en sera rien.

Élément piquant et motivant : c'est l'auteur de la loi communale qui est impliqué...

Nombreux sont les concitoyens qui m'interpellent sur ces pratiques et le suivi de notre information officielle à Me la Ministre de tutelle. Dois-je leur dire que ce qui s'est passé à Hotton est BANAL et ne mérite pas une interpellation puisque le silence de vos services est la seule réponse ? Ou dois-je leur dire qu'ils sont médisants, que ce qu'ils ont vu est normal et qu'ils doivent s'occuper de ce qui les regarde ?

Dois-je me rassurer en pensant que ce dossier n'a pas été réellement été dans les mains de la Ministre ?

Belle fin de semaine et belle fin de campagne PROPRE à vous tous.

Jacques Chaplier  
Bourgmestre de Hotton  
Gsm 0474441774

**De :** Catherine HOCQUET [<mailto:Catherine.HOCQUET@gov.wallonie.be>]

**Envoyé :** lundi 8 octobre 2018 12:56

**À :** Jacques Chaplier

**Objet :** RE: Faits de campagne Hotton courrier du 21 septembre 2018

Cher Monsieur,

En effet je viens de recevoir votre courrier, et le traite au plus vite.

Je reviens vers vous dans un délai bref.

Bien à vous

B.

<image001.jpg>

**Catherine HOCQUET**

Conseillère Politique générale – Pouvoirs locaux  
Cabinet de Madame **Valérie DE BUE**  
Ministre des Pouvoirs Locaux, du Logement  
et des Infrastructures Sportives  
Rue des Brigades d'Irlande, 4 - 5100 Jambes  
Tél : +32 (0)81 32 34 83  
GSM : +32 (0) 477 62 32 87  
[Catherine.hocquet@gov.wallonie.be](mailto:Catherine.hocquet@gov.wallonie.be)

**De :** Jacques Chaplier [<mailto:jacques.chaplier@hotton.be>]  
**Envoyé :** lundi 8 octobre 2018 12:45  
**À :** Catherine HOCQUET <[Catherine.HOCQUET@gov.wallonie.be](mailto:Catherine.HOCQUET@gov.wallonie.be)>  
**Cc :** Info DEBUE <[Info.DEBUE@gov.wallonie.be](mailto:Info.DEBUE@gov.wallonie.be)>  
**Objet :** TR: Faits de campagne Hotton courrier du 21 septembre 2018  
**Importance :** Haute

Avec la bonne adresse mail...c'est mieux.  
J Chaplier

**De :** Jacques Châprier  
**Envoyé :** lundi 8 octobre 2018 12:30  
**À :** '[catherine.hocquet@gov.wallonie.be](mailto:catherine.hocquet@gov.wallonie.be)'  
**Cc :** '[info.debue@wallonie.be](mailto:info.debue@wallonie.be)'  
**Objet :** Faits de campagne Hotton courrier du 21 septembre 2018  
**Importance :** Haute

Bonjour.

Le 1 septembre, j'ai envoyé au nom du Collège communal de Hotton un courrier dénonçant des 'faits de campagne'.

Il s'agit en fait de

-Distribution gratuite de boissons soft ET alcoolisées par Mr Courard en personne avec ses colistiers sur le marché public bimensuel de Hotton. Selon la loi ...Courard ou CDLD, ceci relève de la corruption (art L4145-30, Par 1<sup>er</sup>, point 2).

-Emplacement de marché occupé sans avoir honoré la location réclamée aux camelots. Règlement immuable et voté au conseil communal à l'unanimité.

-Apposition d'un panneau électoral sur un bâtiment public en l'occurrence le SI et RIVEO qui n'ont délivré aucune autorisation. Le conseil communal a voté à l'unanimité un règlement interdisant cette pratique.

Les photos vous ont été transmises.

Merci de veiller à analyser ces faits, les membres de la liste en question affirmant avoir été lavés de toute faute...

Bien à vous.

Jacques Chaplier  
Bourgmestre de Hotton

annex 4

1 page  
Courriel  
M. Dewez

PROVINCE DE LUXEMBOURG

Hotton, le 13 novembre 2018



Arrondissement de MARCHE-en-FAMENNE

—  
COMMUNE DE  
6990 HOTTON  
—

Ministre des Pouvoirs locaux  
Madame Valérie DE BUE  
Rue des Brigades d'Irlande, 4  
5100 NAMUR

Agent traitant : M-F DEWEZ  
Tél : 084/36.00.00  
marie-france.dewez@hotton.be

RECOMMANDE

Madame la Ministre,

**OBJET : Campagne électorale – Faits survenus le 15 septembre 2018. Suivi.**

Dans le courant du mois de septembre 2018, le Collège communal de Hotton a envoyé un courrier reprenant des faits qui se sont produits dans le cadre de la campagne électorale du groupe politique H12O.

Les propos étaient les suivants : « En date du samedi 15 septembre 2018 lors du marché bi-mensuel du village de Hotton, le groupe politique H12O, qui présente une liste aux élections communales, s'est installé auprès d'un marchand (avec son autorisation), a distribué des boissons (soft et alcool) et a offert des zakouskis aux passants. Par ailleurs, une affiche électorale était apposée (cf. photo en annexe) sur le mur d'un bâtiment ouvert au public. Or, aucune autorisation n'a été sollicitée auprès du propriétaire du bâtiment (le syndicat d'initiative de Hotton) ni auprès de l'autre occupant des lieux (l'asbl Riveo) en vue de l'affichage d'un panneau électoral. »

Un membre de votre cabinet a répondu : « Ayant pris tous mes renseignements afin de vous informer de manière concrète sur votre problématique exposée. Je vous informe que vous devez introduire un recours auprès de la Commission de contrôle des dépenses électorales du Parlement Wallon. »

Le respect des règles en matière de dépenses électorales est un élément à ne pas négliger et un suivi sera assuré auprès de la Commission mais il est intéressant de savoir si le fait de distribuer des boissons (entre autres) n'est pas contraire aux dispositions du CDLD.

C'est pourquoi, le Collège se permet de réitérer sa demande précédente afin de connaître votre position sur la légalité des actes repris ci-dessus.

Tout en vous remerciant pour les réponses que vous pourrez nous apporter, nous vous prions d'agréer, Madame la Ministre, l'expression de nos salutations respectueuses.

Par le Collège,

La Directrice générale,  
Marie-France DEWEZ



Le Bourgmestre,  
Jacques CHAPLIER



Curran 51

(type)  
Photo Win  
emetery





amuse (1. page)





PROVINCE DE LUXEMBOURG



Arrondissement de MARCHE-en-FAMENNE

COMMUNE DE 6990 HOTTON

EXTRAIT DU REGISTRE AUX DELIBERATIONS  
DU CONSEIL COMMUNAL

\*\*\*\*\*

SEANCE DU 26 JUIN 2018

Présents: J. CHAPLIER, Bourgmestre-Président ;  
J-F DEWEZ, M. SCHMIT, G. PONSARD, S. HABRAN,  
M-A BENNE, Echevins;  
P. COURARD, J-M TIQUET, F. JEANMART, A-BISSOT,  
T. DEGIVE, J. BORSU, G. GILLOTEAUX, C. WILMET, D. LAVAL,  
N. MORNIE, J.-NSANZIMANA, Conseillers;  
et M-F DEWEZ, Directrice générale.

Le Conseil communal, en séance publique,

**OBJET : Ordonnance de police : Affichage électoral – élections communales du 14 octobre 2018.**

Vu les articles 119 et 135 de la Nouvelle loi communale ;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, tel que modifié par le décret du 09 mars 2017, les articles L4130-1 à L4130-4 ;

Vu le décret relatif à la voirie communale du 06 février 2014, l'article 60, §2, 2° et l'article 65 ;

Considérant que les prochaines élections communales et provinciales se dérouleront le 14 octobre 2018 ;

Considérant la nécessité de prendre des mesures en vue d'interdire certaines méthodes d'affichage et d'inscription électoral ainsi que de distribution et l'abandon de tracts en tous genres sur la voie publique, ces méthodes constituant des atteintes à la tranquillité et la propreté publique ;

Considérant qu'il est également absolument nécessaire en vue de préserver la sûreté et la tranquillité publiques, durant la période électorale, de prendre des mesures en vue d'interdire l'organisation de caravanes motorisées nocturnes dans le cadre des élections ;

Sans préjudice de l'arrêté de police de Monsieur le Gouverneur de Province du Luxembourg ;

**DECIDE, à l'unanimité, :**

**Article 1<sup>er</sup>** : A partir du 14 juillet 2018, jusqu'au 14 octobre 2018 à 15 heures, il est interdit d'abandonner des tracts et autres prospectus électoraux sur la voie publique.

**Article 2.** : Du 14 juillet 2018 au 14 octobre 2018 inclus, il sera interdit d'apposer des inscriptions, des affiches, des reproductions picturales et photographiques, des tracts et des papillons à usage électoral sur la voie publique et sur les arbres, plantations, panneaux, pignons, façades, murs, clôtures, supports, poteaux, bornes, ouvrages d'art, monuments et autres objets qui la bordent ou qui sont situés à proximité immédiate de la voie publique à des endroits autres que ceux déterminés pour les affichages par les autorités communales ou autorisés, au préalable et par écrit, par le propriétaire ou par celui qui en a la jouissance, pour autant que le propriétaire ait également marqué son accord préalable et écrit.

**Article 3.** : Des emplacements sont réservés par les autorités communales à l'apposition d'affiches électorales. Ces emplacements sont répartis équitablement entre les différentes listes.

Les affiches électorales, identifiant ou non des candidats, ne peuvent être utilisées que si elles sont dûment munies du nom d'un éditeur responsable.

Aucune affiche, aucun tract, aucune inscription ne peut inciter, ni expressément ni implicitement, au racisme ou à la xénophobie, ni rappeler, directement ou indirectement, les principes directeurs du nazisme ou du fascisme.

**Article 4.** : Le placement des affiches aux endroits qui ont été réservés par les autorités communales à l'apposition d'affiches électorales, ou aux endroits qui ont été autorisés, au préalable et par écrit, par le propriétaire ou par celui qui en a la jouissance, pour autant que le propriétaire ait également marqué son accord préalable et écrit est interdit :

- entre 20 heures et 08 heures, et cela du 14 juillet 2018 jusqu'au 14 octobre 2018 ;
- du 13 octobre 2018 à 20 heures au 14 octobre 2018 à 15 heures.

**Article 5.** : Les caravanes motorisées, ainsi que l'utilisation de haut-parleurs et d'amplificateurs sur la voie publique entre 20 heures et 10 heures sont également interdits.

**Article 6.** : La police communale est expressément chargée :

1. d'assurer la surveillance des lieux et endroits publics jusqu'au lendemain des élections ;
2. de dresser procès-verbal à l'encontre de tout manquement ;
3. par requête aux services communaux, de faire enlever ou disparaître toute affiche, tract, ou inscription venant à manquer aux prescriptions de la présente ordonnance ou aux dispositions légales en la matière.

**Article 7.** : Les enlèvements précités se feront aux frais des contrevenants.

**Article 8.** : Tout manquement aux dispositions de la présente ordonnance sera puni, pour les infractions concernées, par les sanctions énoncées dans le décret du 6 février 2014 relatif à la voirie communale. Pour les autres infractions, tout manquement aux dispositions de la présente ordonnance sera puni des sanctions prévues par le règlement de police en vigueur.

**Article 9.** : Une expédition du présent arrêté sera transmise :

- Au Collège Provincial ;
- Au Greffe du Tribunal de Première Instance de Marche-en-Famenne ;
- Au Greffe du Tribunal de Police de Marche-en-Famenne ;
- A Monsieur le Chef de la zone de police de Famenne-Ardenne ;
- Au bureau de police locale de Hotton - [police@hotton.be](mailto:police@hotton.be) ;
- Au service voirie de la Commune de Hotton - [service.travaux@hotton.be](mailto:service.travaux@hotton.be) ;
- Au siège local des différents groupes politiques.

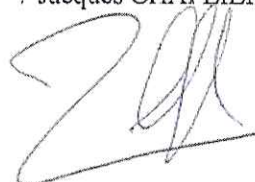
**Article 10.** : Le présent arrêté sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

Par le Conseil,

La Directrice générale,  
Marie-France DEWEZ



Le Bourgmestre,  
Jacques CHAPLIER





## Elections communales 14 Octobre 2018 : Les électeurs entre résignation, irritation... et COLERE bien compréhensibles !

**Au niveau des bureaux de vote de Bourdon, Hampteau et Fronville, tout a fonctionné sans anicroches. Il faut bien se rendre à l'évidence et admettre que le désordre a régné à Hotton.**

Avant toute chose, il faut savoir que les bureaux 22, 23 et 24 accueillent les électeurs de Hotton, Ny et Melreux soit 2.400 électeurs. C'est une première difficulté quand on sait que les trois autres bureaux de vote accueillent chacun moins de 800 électeurs.

Cette difficulté existait les autres années mais le regretté Jean-Luc Borsu gérait la situation de main de maître entouré par une équipe fidèle de présidents et assesseurs rompus à la tâche et bien drillés au cours des années. La plupart d'entre eux ont souhaité ne plus prêter et c'est une équipe de présidents et assesseurs peu ou pas expérimentés qui ont assuré le travail. Merci à eux d'avoir relevé ce défi.

De plus, aux dires de ces nouveaux prestataires, la formation reçue était très sommaire et insuffisante : ceci s'est ressenti dans les équipes sur le terrain.

**Le changement de responsable, le renouvellement des équipes et l'insuffisance de la formation expliquent-ils les longues files et les attentes interminables ? Non car chacun a fait preuve de bonne volonté mais de nombreux autres facteurs sont intervenus :**

1/ C'est la 1<sup>ère</sup> fois que l'on votait dans l'école communale de Hotton (voisine de la maison communale) donc aucune expérience ou référence n'étaient disponibles à cet endroit..

2/ Le début des opérations de vote a pris du retard. A 8H00 il y avait déjà une file d'attente et le premier bureau a ouvert avec 15 min de retard. En cause, l'arrivée tardive du dépositaire des clés...qui n'avait pas entendu son réveil ! Erreur humaine pardonnée !

3/ Une seule entrée disponible pour 2.400 électeurs potentiels pour ces 3 bureaux : cela s'est avéré intenable ! Les organisateurs avaient prévu 3 entrées mais cette solution a été rejetée par le directeur de l'école pour diverses raisons plus ou moins défendables...

4/ La file d'attente s'est donc créée avant le début du vote proprement dit et ne s'est jamais résorbée totalement. Un dispositif avait été prévu pour dispatcher les électeurs en trois files (une par bureau) avec des barrières nadar pour les orienter. Ceux-ci étaient censés arriver devant l'entrée par le trottoir longeant l'immeuble. Or la file s'est créée d'emblée en face de l'entrée dans la pelouse...ce qui a rendu le système de filtration par bureau inopérant.

5/ Le nombre d'isoloirs par bureau de vote : 3 isoloirs et 1 isoloir PMR ont été placés dans les 3 bureaux de vote sur base des informations reçues sur les élections antérieures.

-il apparaît selon d'autres sources qu'il y avait auparavant 4 voire 5 isoloirs par bureau !

-Un isoloir par tranche de 300 électeurs...c'était la norme mais elle été ramenée à un isoloir par 150 électeurs. L'information n'a pas suivi. A noter que le nombre d'isoloirs disponibles au Service Travaux était largement suffisant pour s'adapter à cette nouvelle norme.

6/ Sécurité routière : faire débarquer et se garer 2.400 personnes Rue des écoles, c'est trop. Cela crée un danger très important et beaucoup de difficultés pour les PMR.



7/ Certains candidats ne se sont pas gênés pour déambuler dans les files et circuler dans les bureaux de vote sans en avoir le droit. C'est un autre débat et il est porté devant les instances prévues à cet effet.

**Quelles sont les leçons à tirer pour les prochaines élections fixées au 26 mai 2019 ?**

**1/ Dans les bureaux de vote de Bourdon, Hampteau et Fronville :**

-NE RIEN CHANGER ...

-SAUF prévoir 1 isoloir en plus pour suivre la nouvelle norme : 1 isoloir pour 150 électeurs..

**2/ Dans les bureaux de vote de Hotton :**

-Créer un bureau de vote dans la salle du TTC à Melreux pour les électeurs de Melreux et Ny (accès facile et parking disponible) avec 4 isoloirs + 1 PMR. On décharge la pression sur le site de Hotton, on améliore la sécurité Rue des écoles

-Maintenir 2 bureaux de vote à Hotton, dans l'école Rue de la Scierie

Installer 4 isoloirs et 1 isoloir PMR par bureau.

Une entrée séparée pour chaque bureau avec signalétique visible de l'extérieur.

Une sortie séparée pour chaque bureau.

**3/ Contrôle des allées et venues des candidats et témoins.**

**Même si on ne saura jamais calculer les conséquences de la désorganisation sur le vote des citoyens, il est clair que cette situation ne peut pas se reproduire.**

**Vos suggestions et/ou remarques sont bienvenues.**

Jacques Chaplier/Bourgmestre Hotton/Gsm 0474441774/Jacques.chaplier@hotton.be

# Composition des bureaux et temoins

annexes 9

(6 pages)  
Bureau /  
Temoins

BUREAU COMMUNAL	Nom et prénom	Date de naissance
Président	Huart, Frédéric	24/02/1961
Secrétaire	Dewez, Marie-France	4/11/1970
Assesseeur	Jordens, Cyril	22/09/1994
Assesseeur	Delatinne, Nadine	30/08/1961
Assesseeur	Robert, Christophe	22/03/1985
Assesseeur	Destiné, Annick	9/11/1967
Assesseeur suppléant	Scius, Liliane	18/03/1958
Assesseeur suppléant	Morant, Marie	31/08/1979
Assesseeur suppléant	Herman, Carine	1/10/1961
Assesseeur suppléant	Dorys, Diana	8/02/1961

BUREAU DE VOTE 22	Nom et prénom	Date de naissance
Président	BOURCY Richard	13/01/1957
Secrétaire	WYEME Marcel	18/01/1942
Assesseeur	BALTHAZARD François	10/12/1996
Assesseeur	DUBUISSON Benjamin	16/01/1992
Assesseeur	BORNBERGEN Godrick	12/12/1992
Assesseeur	DUBOIS Daphné	24/10/1992
Assesseeur suppléant	BATTER Manon	2/12/1992
Assesseeur suppléant	CORNET Arnaud	4/02/1991
Assesseeur suppléant	DANLOY Matthieu	21/08/1991

BUREAU DE VOTE 23	Nom et prénom	Date de naissance
Président	GERARD Denis	27/12/1973
Secrétaire	HENTOTTE Pascal	24/07/1974
Assesseeur	GROOTEN Charlotte	9/05/1992
Assesseeur	GUSTINE Nancy	7/09/1992
Assesseeur	LAMY Maurice	22/04/1946
Assesseeur	LEGRAND Elodie	30/07/1992
Assesseeur suppléant	GILLES Fanny	21/12/1992
Assesseeur suppléant	GILLES Sylvain	25/09/1991
Assesseeur suppléant	INCE Humeyra	30/10/1991
Assesseeur suppléant	LEJOINT Amaury	10/04/1992

BUREAU DE VOTE 24	Nom et prénom	Date de naissance
Président	KRINS Jean-François	13/12/1969
Secrétaire	KRINS Laure	10/02/1999
Assesseeur	MOMBAERTS Sophie	23/06/1992
Assesseeur	PEQUET Xavier	5/08/1980
Assesseeur	RENARD Olivier	9/05/1992
Assesseeur	ROLIN Céline	29/10/1992
Assesseeur suppléant	OLIVIER Xavier	18/05/1992
Assesseeur suppléant	SOYEUR François	3/11/1992
Assesseeur suppléant	PEETERS François	5/10/1991
Assesseeur suppléant	RADOUX Maëlle	14/12/1992



BUREAU DE VOTE 25	Nom et prénom	Date de naissance
Président	BASTIN Sybille	26/09/1972
Secrétaire	KRINS Anne-Françoise	6/01/1970
Assesneur	BOULANGER Christelle	17/08/1978
Assesneur	COLLARD Mathilde	18/05/1991
Assesneur	COLLIGNON Justine	2/09/1997
Assesneur	MEYTS Maïté	19/03/1992
Assesneur suppléant	FOLON Audrey	19/10/1992
Assesneur suppléant	LAMBINON Thomas	27/02/1991
Assesneur suppléant	RASE Caroline	2/11/1992
Assesneur suppléant	REMACLE Jonathan	27/05/1992

BUREAU DE VOTE 26	Nom et prénom	Date de naissance
Président	CHAMBERLAND Vincianne	31/01/1973
Secrétaire	DELHAYE Robert	23/01/1973
Assesneur	GAUTHIER Justine	17/04/1992
Assesneur	GILSON Thibault	22/07/1992
Assesneur	HEUSE Cédric	19/01/1992
Assesneur	LECERF Mayron	20/03/1992
Assesneur suppléant	BEECKMANS Stéphane	17/09/1991
Assesneur suppléant	COLLARD Pierre-Antoine	28/05/1992
Assesneur suppléant	DETROZ Pauline	19/08/1992
Assesneur suppléant	DIVERS Justine	22/06/1992

BUREAU DE VOTE 27	Nom et prénom	Date de naissance
Président	HUBERMONT Dominique	6/04/1963
Secrétaire	LAURENT Guy	23/09/1963
Assesneur	ANDERSSEN Santusha	27/07/1991
Assesneur	FOURNAUX Antoine	10/12/1997
Assesneur	CAWOY Marc	13/11/1990
Assesneur	RINCHARD Cédric	28/01/1991
Assesneur suppléant	DIEUDONNE Vincent	22/05/1969
Assesneur suppléant	GUSTIN Julien	6/03/1992
Assesneur suppléant	MATON Flavie	10/04/1992
Assesneur suppléant	STACHE Catherine	22/01/1991

BUREAU DE DEPOUILLEMENT B7	Nom et prénom	Date de naissance
Président	CREVECOEUR Gérard	20/11/1951
Secrétaire	CORBUGY Marie-Jeanne	20/02/1955
Assesneur	LEGRAND Fabienne	7/02/1967
Assesneur	PIRE Marie-Noelle	25/02/1963
Assesneur suppléant	GUISSARD Michaël	5/12/1979
Assesneur suppléant	THIRION Michel	1/02/1963

<b>BUREAU DE DEPOUILLEMENT B8</b>	<b>Nom et prénom</b>	<b>Date de naissance</b>
Président	PHILIPPART Viviane	9/11/1962
Secrétaire	BONJEAN Béatrice	18/04/1961
Assesseeur	LENELLE Mathieu	2/05/1981
Assesseeur	RENIER Jean-Michel	31/03/1970
Assesseeur suppléant	CAMBRON Marie-Paule	25/06/1965
Assesseeur suppléant	FRANCOIS Emmanuel	18/08/1969



BUREAU COMMUNAL	Nom et prénom	Date de naissance
Témoin EC	Bissot André Florent	19460519
Témoin UC	Debatty Laura Fulvie	19901019
Témoin H12O	Méhagnoul Roger Gustave	19511223

BUREAU DE VOTE 22	Nom et prénom	Date de naissance
Témoin EC	Schmit Christine Claire	19700717
Témoin UC	Collard Maryline Ginette	19601130
Témoin H12O	Jacquemart Jean-Claude Marc	19560914

BUREAU DE VOTE 23	Nom et prénom	Date de naissance
Témoin EC	Oger Pascal Félix	19651212
Témoin UC	Ries Anne-Françoise Jeanne	19660907
Témoin H12O	Lamoot Catherine Christiane	19860829

BUREAU DE VOTE 24	Nom et prénom	Date de naissance
Témoin EC	Strée Jocelyne Marie	19590805
Témoin UC	Laffut Pol Fernand	19461119
Témoin H12O	Charneux Véronique Yvonne	19691020

BUREAU DE VOTE 25	Nom et prénom	Date de naissance
Témoin EC	Leruth Léandre Christian	19480218
Témoin UC	Folie Clara Marie-France	19971128
Témoin H12O	Mornie Nathalie Georgette	19660519

BUREAU DE VOTE 26	Nom et prénom	Date de naissance
Témoin EC	Georges Guy Jean	19510508
Témoin UC	Lallemand Viviane Judith	19640924
Témoin H12O	Demelenne Laurent Nelly	19930213

BUREAU DE VOTE 27	Nom et prénom	Date de naissance
Témoin EC	Laurent Pierre Philippe	19930218
Témoin UC	Paul Charlene	19850325
Témoin H12O	Tahay Roger Albert	19570520

BUREAU DE DEPOUILLEMENT B7	Nom et prénom	Date de naissance
Témoin EC	Schmit Etienne Paul	19760226
Témoin UC	Borsu Gérard René	19580108
Témoin H12O	Tiquet Jean-Marie Joseph	19490601

BUREAU DE DEPOUILLEMENT B8	Nom et prénom	Date de naissance
----------------------------	---------------	-------------------

Témoign EC	Lambrechts Michèle Elisabeth	19640821
Témoign UC	Cugnon Virginie Bernadette	19810712
Témoign H120	Santer Geraldine Renée	19790130

← L. Delattre



## OFFICIELE BERICHTEN — AVIS OFFICIELS

## PARLEMENT WALLON

[C - 2012/27103]

## Règlement d'ordre intérieur de la Commission de contrôle des dépenses électorales et des communications \*

TITRE I<sup>er</sup>. — Des définitions

Article 1<sup>er</sup>. Au sens du présent Règlement d'ordre intérieur, on entend par :

Décret : le décret du 1<sup>er</sup> avril 2004 relatif au contrôle des dépenses électorales engagées pour les élections du conseil régional wallon, ainsi qu'au contrôle des communications du président du conseil régional wallon et des membres du Gouvernement wallon;

Commission : la Commission de contrôle des dépenses électorales et des communications du Parlement wallon, organisée par les articles 140 à 142 du Règlement du Parlement wallon;

Loi du 19 mai 1994 : la loi réglementant la campagne électorale, concernant la limitation et la déclaration des dépenses électorales engagées pour les élections du Conseil de la Région wallonne, du Conseil flamand, du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale et du Conseil de la Communauté germanophone, et fixant le critère de contrôle des communications officielles des autorités publiques;

Règlement : le Règlement d'ordre intérieur du Parlement wallon, en particulier ses articles 140 à 142;

Code : le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, adopté par l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 avril 2004, confirmé par le décret du 27 mai 2004 portant codification de la législation relative aux pouvoirs locaux, et modifié notamment par le décret du 1<sup>er</sup> juin 2006 modifiant le Livre Ier de la quatrième partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation et le décret du 21 juin 2012 modifiant le Code de la démocratie locale et de la décentralisation concernant le contrôle des dépenses électorales engagées pour les élections des conseils communaux, provinciaux et de secteur.

## TITRE II. — De la commission

Art. 2. La commission se compose de douze membres effectifs, dont le président du Parlement wallon, désignés par le Parlement wallon en son sein, sur proposition des groupes politiques reconnus, suivant la règle de la représentation proportionnelle.

A chaque membre effectif est associé un membre suppléant, désigné selon les mêmes règles.

En cas de force majeure, un membre effectif peut être remplacé par un autre membre du même groupe, à condition que le président du groupe concerné en informe par écrit le président de la commission, avant le début de la réunion de la commission.

Art. 3. La commission est présidée par le président du Parlement wallon.

La commission nomme, en son sein, un vice-président.

## TITRE III. — Du fonctionnement

Art. 4. Le président convoque la commission. La convocation contient une proposition d'ordre du jour, qui est soumise à l'approbation de la commission.

Le président convoque également la commission dans les quinze jours, à la demande écrite d'un quart des membres de la commission. La demande comprend un projet d'ordre du jour.

Art. 5. La commission se réunit à huis clos sauf décision contraire prise par la commission.

La commission se réunit valablement, quel que soit le nombre de membres présents.

Un membre suppléant ne dispose d'une voix délibérative qu'en cas d'absence du membre effectif qu'il remplace.

Art. 6. Sauf décision contraire de la commission, les groupes politiques représentés dans la commission peuvent se faire assister par un technicien qui assiste aux réunions de la commission.

Art. 7. Le secrétariat de la commission est assuré par le greffier du Parlement wallon. Il est assisté ou représenté par un fonctionnaire du Greffe, qu'il désigne.

Art. 8. Il est établi un procès-verbal pour chaque réunion de la commission. Le procès-verbal est transmis aux membres de la commission qui l'approuvent lors de la réunion suivante.

## TITRE IV. — Du contrôle des dépenses électorales engagées pour les élections du Parlement wallon

Art. 9. Dans les quinze jours de la date des élections, le greffier attire l'attention des présidents des bureaux principaux des circonscriptions électorales sur les obligations prévues à l'article 94ter, § 2, du Code électoral, en ce qui concerne les rapports sur les dépenses de propagande électorale engagées par les candidats et les partis politiques.

Il sera en outre demandé :

- que les remarques formulées par les candidats et les électeurs inscrits soient transmises à la commission dans les nonante jours de la date des élections;

- qu'il soit, le cas échéant, fait mention de l'absence de remarques des candidats et des électeurs inscrits, de telle sorte que seul le rapport remis au président de la commission doive être soumis à l'appréciation de la commission.

Art. 10. Si, en application de l'article 94ter, § 2, du Code électoral, deux exemplaires du rapport n'ont pas été remis au président de la commission dans les soixante jours de la date des élections, le greffier envoie une lettre de rappel aux présidents restés en défaut. Cette lettre porte les mêmes mentions que la première et souligne que les données requises doivent être fournies dans les nonante jours de la date des élections afin de permettre à la commission d'entamer l'examen des rapports et des remarques formulées.

Art. 11. En l'absence de remarques formulées au sujet des rapports dans les nonante jours de la date des élections, seuls les rapports sont soumis à l'appréciation de la commission.

Art. 12. Après réception de tous les rapports, et au plus tard à partir du nonante et unième jour qui suit la date des élections, la commission entame l'examen des rapports.

Elle désigne à cet effet un ou plusieurs rapporteur(s).

Art. 13. Dans les vingt jours de sa (leur) désignation, le(s) rapporteur(s) remet(tent) à la commission un avis sur la conformité légale de chaque rapport. Il(s) peut(vent), le cas échéant, demander des éclaircissements par écrit au président du bureau principal de la circonscription électorale dont il(s) examine(nt) le rapport.



Art. 14. Si elle estime qu'elle dispose d'éléments indiquant qu'un rapport est inexact ou incomplet, la commission somme le président du bureau principal de la circonscription électorale concerné de fournir par écrit les explications nécessaires ou de transmettre des données supplémentaires.

Art. 15. Si elle estime, sur la base des rapports, que les dispositions de la loi du 19 mai 1994 ont été violées, la commission demande par écrit des explications au(x) président(s) du ou des partis politiques concernés ou au(x) candidat(s) concerné(s).

Le président de la commission envoie les demandes d'explications par lettre recommandée à la poste.

Art. 16. A défaut de réponse, ou si elle estime n'avoir reçu aucune réponse satisfaisante dans les dix jours de l'envoi de la lettre recommandée, la commission entend les intéressés.

Le président de la commission convoque les intéressés à cet effet par lettre recommandée à la poste.

Cette lettre indique les lieu, jour et heure de l'audition. Elle précise également qu'en cas d'absence non justifiée, la commission statuera sur la base du rapport du président du bureau principal de la circonscription électorale et des observations déposées de manière conforme.

Les personnes convoquées peuvent se faire assister par un avocat.

Art. 17. Au plus tard cent quatre-vingt jours après la date des élections, la commission se prononce sur l'exactitude et l'exhaustivité de chaque rapport. Le rapport final contient les données prévues par le décret. Il est signé par le président et le(s) rapporteur(s).

Art. 18. § 1<sup>er</sup>. Le cas échéant et sur la base de son rapport final, la commission dépose, par l'entremise de son président, une plainte auprès du parquet concerné pour les infractions constatées à la loi du 19 mai 1994.

§ 2. La commission envoie, par l'entremise de son président, un avis motivé au procureur du Roi au sujet des plaintes non déposées par elle concernant les infractions visées au § 1<sup>er</sup>.

## TITRE V. — Du contrôle des communications

### CHAPITRE I<sup>er</sup>. — De la compétence d'avis

Art. 19. Le président du Parlement wallon, le Gouvernement wallon ou un ou plusieurs de ses membres qui souhaite lancer une communication visée par le décret, dépose, préalablement à la diffusion, la note de synthèse prévue par le décret auprès du secrétariat de la commission, conformément au formulaire joint en annexe au présent Règlement d'ordre intérieur.

Le secrétariat adresse, sans délai, un accusé de réception au président du Parlement wallon ou au membre du Gouvernement wallon concerné.

Le délai visé à l'article 8, § 2, du décret débute à la date de l'accusé de réception.

Art. 20. Les membres de la commission ne peuvent en aucun cas divulguer le contenu de leur délibération et des notes de synthèse dont la commission est saisie.

Le membre qui viole cette obligation de confidentialité perd immédiatement sa qualité de commissaire.

La violation de cette obligation est constatée par la commission, après avoir entendu le membre concerné.

L'intéressé ne peut être présent à la délibération le concernant.

Le membre sanctionné est remplacé par un membre du même groupe politique, conformément à l'article 2.

Art. 21. Le président de la commission instruit les notes de synthèse émanant du Gouvernement wallon. En cas d'empêchement du président, il est remplacé par le vice-président.

Sous réserve de l'application de l'article 22, le président adresse aux membres de la commission les notes de synthèse, accompagnées de son avis quant à l'opportunité d'en saisir la commission.

Seule la commission est compétente pour rendre un avis sur les communications du président du Parlement wallon. Le vice-président de la commission assume la présidence de la réunion de la commission qui examine la note de synthèse émanant du président du Parlement wallon.

Art. 22. La commission peut déléguer au président la compétence de rendre un avis favorable aux demandes. A cette fin, la commission établit un vade-mecum à l'attention des membres du Gouvernement wallon, reprenant sa jurisprudence en matière de contrôle.

Dans les trois jours ouvrables de l'envoi aux membres par le président de la note de synthèse et de son avis favorable, les membres de la commission disposent d'un droit d'évocation.

Dans ce cas, le président réunit la commission à la demande d'un quart de ses membres.

A l'expiration du délai d'évocation, le président informe le ministre concerné de son avis.

Art. 23. A sa demande, le ministre concerné est entendu préalablement à tout avis de la commission.

La commission peut également décider de l'entendre.

Art. 24. L'avis de la commission est réputé favorable pour autant qu'il recueille la majorité des suffrages exprimés. En cas de partage, l'avis est réputé défavorable.

Art. 25. La commission peut conditionner son avis favorable au respect d'une modification d'un élément de la note de synthèse.

La commission peut aussi demander des informations complémentaires au ministre concerné qui doit répondre dans les meilleurs délais. Le délai prévu à l'article 8, § 2, du décret est alors prolongé de quinze jours.

Art. 26. Dans tous les cas, le président informe sans délai le ministre concerné de l'avis de la commission.

Art. 27. Le ministre adresse à la commission un exemplaire de la communication.

### CHAPITRE II. — Des sanctions

Art. 28. Le président convoque la commission dans le mois qui suit la saisine.

Lorsque la commission se prononce en application de l'article 8, § 4, du décret, elle entend préalablement le ministre concerné, soit d'initiative, soit à la demande de celui-ci.

Les décisions sont prises à la majorité simple des membres de la commission.

Dans les sept jours qui suivent la décision de la commission, le président en donne connaissance au ministre concerné.

Art. 29. L'article 28 est applicable mutatis mutandis aux communications du président du Parlement wallon. Le vice-président de la commission assume, dans ce cas, les fonctions du président de la commission.



**TITRE VI. — Procédure relative au contrôle des dépenses électorales engagées par les partis politiques pour les élections des conseils communaux, provinciaux et de secteur et aux réclamations contre l'élection d'un candidat placé en tête de liste ou d'un autre candidat aux conseils communaux, provinciaux ou de secteur**

**CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Dispositions générales**

Art. 30. Le Titre IV est applicable, mutatis mutandis, au contrôle des dépenses électorales engagées par les partis politiques pour les élections des conseils communaux, provinciaux et de secteur, dans le respect des dispositions du Code et de l'article 141.2 du Règlement.

Art. 31. Les experts visés à l'article L4112-13 du Code assistent les membres de la commission dans leur mission de contrôle.

Ils sont invités et participent aux réunions de la commission.

Ils n'ont pas voix délibérative.

Un expert qui se trouve dans un cas de conflit d'intérêt dans le cadre de l'examen d'une réclamation en informe la commission, se désiste et est remplacé par son suppléant.

Art. 32. § 1<sup>er</sup>. A peine de déchéance, le candidat doit introduire la réclamation visée à l'article L4146-25 du Code par écrit et au plus tard quarante-cinq jours après la date des élections sous la forme d'une réclamation signée et datée contenant :

1. le nom et le domicile du réclamant;
2. la signature du réclamant;
3. le nom et le domicile du ou des candidats concernés par la réclamation;
4. la date de la réclamation;
5. l'objet de la réclamation, y compris une description des faits et arguments invoqués.

La réclamation est remise, en autant d'exemplaires que de parties en cause plus une, y compris pour les pièces produites, au greffier ou adressée à celui-ci par lettre recommandée à la poste.

Le fonctionnaire à qui la réclamation est remise est tenu d'en donner récépissé.

Le secrétariat de la commission inscrit chaque réclamation ainsi que le nombre de pièces jointes et le nombre de pièces complémentaires dans un registre.

§ 2. La commission statue sur la recevabilité de la réclamation lors d'une audience préliminaire. En cas d'irrecevabilité, elle en avise sans délai le réclamant.

Art. 33. Le greffier, qui assure le secrétariat de la commission, transmet sans délai une copie de la réclamation aux parties en cause.

Celles-ci ont trente jours pour transmettre un mémoire au greffier.

Le greffier informe les parties des jours et heures où elles peuvent consulter le dossier. Il transmet les mémoires en réponse sans délai au réclamant. Il notifie aux parties la date de l'audience publique.

Art. 34. Pour chaque dossier, la commission désigne, par tirage au sort, l'un de ses membres comme rapporteur. Il est veillé à ce qu'un rapporteur ne soit pas issu de la même province que les parties en cause.

Les membres de la commission peuvent consulter les dossiers au secrétariat de la commission. Les rapporteurs se font remettre une copie des dossiers dont ils ont à traiter.

Art. 35. Conformément à l'article L4146-27 du Code, la décision de la commission est notifiée immédiatement par les soins du greffier au gouvernement ou à son délégué et au conseil concerné et, par lettre recommandée à la poste, au candidat dont l'élection a fait l'objet d'une réclamation ainsi qu'aux réclamants.

Art. 36. La décision de la commission entraînant l'application d'une sanction visée à l'article L4131-5 fait l'objet d'une publication au *Moniteur belge*, sous forme d'extrait, dès qu'elle a acquis force de chose jugée. Le Président du Parlement wallon transmet sans délai l'extrait de cette décision. Par « extrait » on entend l'énumération des parties en cause et la sanction décidée.

**CHAPITRE II. — Enquête**

**Section 1<sup>re</sup>. — Mesures d'enquête**

Art. 37. La commission ou celui de ses membres qu'elle désigne peut correspondre directement avec toutes les autorités et leur demander tous renseignements utiles.

Ils ont le droit de se faire communiquer tous documents par les autorités administratives.

Ils peuvent réclamer aux parties et à leurs avocats toutes explications complémentaires.

Art. 38. La commission ou celui de ses membres qu'elle désigne peut entendre les parties et toutes autres personnes.

Les parties peuvent demander à la commission d'être entendues.

Le procès-verbal de l'audition est signé par le président ou par le membre de la commission, le greffier et la personne entendue.

Art. 39. La commission ou celui de ses membres qu'elle désigne peut procéder sur les lieux à toutes constatations.

Les parties et leurs avocats sont convoqués.

*Section 2. — Audition des témoins à l'audience*

Art. 40. En cas d'audition de témoins à l'audience de la commission, les parties et leurs avocats sont convoqués. Le procès-verbal de l'audition est signé par le président, le greffier et la personne entendue.

**CHAPITRE III. — Incidents***Section 1<sup>re</sup>. — Inscription de faux*

Art. 41. Dans le cas où une partie s'inscrit en faux contre une pièce produite, la commission invite la partie qui l'a produite à déclarer sans délai si elle persiste dans son intention de s'en servir.

Si la partie ne satisfait pas à cette demande ou si elle déclare qu'elle n'entend pas se servir de la pièce, celle-ci est rejetée.

Si elle déclare vouloir s'en servir et que la pièce est essentielle pour la solution du litige, la commission sursoit à statuer jusqu'après le jugement de faux par la juridiction compétente. Si aucune juridiction n'a été saisie de la question, la commission apprécie la force probante de la pièce.

S'il peut être statué sans tenir compte de la pièce arguée de faux, il est passé outre.

*Section 2. — Intervention*

Art. 42. Ceux qui ont intérêt à la solution de l'affaire peuvent y intervenir.

Les parties peuvent appeler en intervention ceux dont elles estiment la présence nécessaire à la cause.

La commission peut communiquer la réclamation à toute personne dont les intérêts sont mis en cause.

Art. 43. La demande en intervention est formée, avant la clôture des débats, par requête rédigée conformément à l'article L4146-25 du Code.

La requête indique, en outre, les raisons de l'intervention.

Art. 44. La commission statue sans délai sur la recevabilité de la requête.

Le greffier notifie la décision aux parties, à l'intervenant ou aux tiers appelés en intervention.

L'intervention ne peut retarder la décision de l'affaire.

*Section 3. — Reprise d'instance*

Art. 45. S'il y a lieu à reprise d'instance, celle-ci se fait par lettre recommandée à la poste adressée au greffier.

*Section 4. — Désistement d'instance*

Art. 46. Lorsqu'il y a renonciation expresse à la demande, la commission se prononce sans délai sur le désistement.

*Section 5. — Connexité*

Art. 47. S'il y a lieu de statuer par une seule et même décision sur plusieurs affaires, les présidents peuvent ordonner leur jonction, soit d'office, soit à la demande des parties.

Le greffier notifie cette ordonnance aux parties.

*Section 6. — Récusation*

Art. 48. Les membres de la commission peuvent être récusés pour les causes qui donnent lieu à récusation aux termes des articles 828 et 830 du Code judiciaire.

Les avocats membres de la commission ne pourront consulter dans les affaires qui sont de nature à être soumises à la commission.

Ils ne peuvent prendre part aux délibérations relatives à des affaires sur lesquelles ils auraient été consultés avant leur élection à la commission.

Tout membre de la commission qui sait cause de récusation en sa personne est tenu de la déclarer; la commission décide s'il doit s'abstenir.

Art. 49. Celui qui veut récuser doit le faire dès qu'il a connaissance de la cause de récusation.

Art. 50. La récusation est proposée par requête motivée, rédigée conformément à l'article L4146-25 du Code et à l'article 31 de ce règlement.

Art. 51. Il est statué sans délai sur la récusation, le récusant et le membre récusé entendus.

**TITRE VII. — Dispositions diverses**

Le règlement du 22 avril 2004 et le règlement du 13 juillet 2006 sont abrogés.

Le présent règlement produit ses effets le jour de son adoption par la commission.

---

Note



### *Section 3. — Règles propres au contrôle des dépenses électorales*

*(Art. L4146-25. § 1<sup>er</sup>. La réclamation fondée sur l'article L4131-5 doit, à peine de déchéance, être introduite par écrit, dans les quarante-cinq jours de la date des élections, auprès de la Commission régionale de contrôle. Seuls les candidats sont autorisés à introduire une telle réclamation.*

*§ 2. La réclamation est remise au greffier de la Commission régionale de contrôle ou elle lui est envoyée par pli recommandé à la poste. La réclamation est remise en autant d'exemplaires que de parties en cause plus une. Il en est de même en ce qui concerne les pièces produites. Le fonctionnaire à qui la réclamation est remise est tenu d'en donner récépissé.*

*§ 3. La réclamation doit contenir :*

*1° le nom et le domicile du réclamant ;*

*2° la signature du réclamant ;*

*3° le nom et le domicile du ou des candidats concernés par la réclamation ;*

*4° la date de la réclamation ;*

*5° l'objet de la réclamation, y compris une description des faits et arguments invoqués.*

*§ 4. La réclamation est irrecevable si elle ne satisfait pas aux conditions visées aux §§ 1<sup>er</sup> à 3.*

*La Commission régionale de contrôle statue sur la recevabilité de la réclamation lors d'une audience préliminaire. En cas d'irrecevabilité, elle en avise sans délai le réclamant.*

*§ 5. Le réclamant peut joindre à la réclamation les pièces qu'il juge utiles. Celles-ci sont dûment inventoriées par le réclamant.*

*§ 6. Toute personne ayant introduit une réclamation qui s'avère non fondée et pour laquelle l'intention de nuire a été établie sera punie d'une amende de 50 à 500 euros.*

*§ 7. Lorsque la Commission régionale de contrôle intervient :*

*1° l'instruction a lieu par écrit et est contradictoire ;*

*2° elle peut de tout temps convoquer et entendre les parties ;*

*3° elle correspond directement avec les personnes soumises à sa juridiction. Elle peut se faire communiquer par ces personnes tous documents et renseignements relatifs aux réclamations sur lesquelles elle est appelée à statuer ;*

*4° les parties et leurs avocats sont habilités à prendre connaissance du dossier de réclamation, au secrétariat de la Commission régionale de contrôle, de s'en faire remettre copie et de déposer un mémoire ;*

*5° s'il y a lieu à enquête, la Commission régionale de contrôle ordonne qu'il y soit procédé soit à son audience, soit par celui de ses membres qu'elle aura désigné à cet effet, conformément à l'article 25, alinéas 2 à 5, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;*

*6° l'audience est publique, à moins que cette publicité ne soit susceptible de perturber l'ordre public ou les bonnes mœurs. Dans ce cas, la Commission régionale de contrôle le déclare par décision motivée ;*

*7° un exposé du dossier de réclamation est fait à l'audience par le rapporteur désigné par la Commission régionale de contrôle, après quoi les parties et leurs avocats peuvent présenter des observations orales ;*



8° toute décision intermédiaire ou définitive est motivée et prononcée en audience publique. La décision mentionne le nom du rapporteur ainsi que ceux des membres présents, le tout à peine de nullité. La décision est signée par le président et les membres de la Commission régionale de contrôle – Décret du 21 juin 2012, art. 4).

**(Art. L4146-26. § 1<sup>er</sup>.** La Commission régionale de contrôle statue dans les nonante jours qui suivent l'expiration du délai de quarante-cinq jours fixé à l'article L4146-25.

*L'introduction de la réclamation n'est pas suspensive de la mise en place du conseiller concerné.*

§ 2. La Commission régionale de contrôle ne peut infliger de sanctions à un candidat élu, titulaire ou suppléant, qu'à la suite d'une réclamation – Décret du 21 juin 2012, art. 5).

**Art. L4146-27. § 1<sup>er</sup>.** La décision de la Commission régionale de contrôle est notifiée immédiatement par les soins de son greffier au Gouvernement ou à son délégué et au conseil concerné, ainsi que, par lettre recommandée à la poste, au candidat dont l'élection a fait l'objet d'une réclamation et aux réclamants.

§ 2. Un recours au Conseil d'Etat est ouvert dans les huit jours de la notification aux personnes à qui la décision de la Commission régionale de contrôle doit être notifiée. Le Conseil d'Etat statue sans délai sur le recours.

Le recours n'est pas suspensif de la mise en place du conseiller concerné.

*(Le recours est suspensif de l'exécution de la décision rendue par la Commission régionale de contrôle – Décret du 21 juin 2012, art. 6).*

§ 3. L'arrêt rendu par le Conseil d'Etat est immédiatement notifié, par les soins du greffier, au Gouvernement ou à son délégué et au conseil concerné, ainsi qu'au candidat dont l'élection a fait l'objet de la réclamation et à la Commission régionale de contrôle.

**(Art. L4146-28. § 1<sup>er</sup>.** Le conseiller dont le mandat a été suspendu par une décision de la Commission régionale de contrôle ou du Conseil d'Etat se trouve, au plus tôt après la prestation de serment en tant que conseiller, en état d'empêchement et est remplacé, pendant la durée de la suspension, par son suppléant.

§ 2. Le conseiller qui a été privé de son mandat par une décision de la Commission régionale de contrôle ou du Conseil d'Etat est remplacé par le premier suppléant de la liste sur laquelle il avait été élu, après vérification de ses pouvoirs par le conseil concerné. Il achève le terme de celui qui le remplace – Décret du 21 juin 2012, art. 7).

**Art. L4146-29. § 1<sup>er</sup>.** Toute réclamation contre la décision du conseil, ou contre le refus de celui-ci de procéder à l'installation du suppléant en qualité de conseiller communal, doit être introduite auprès du collège provincial.

Toute réclamation de même nature concernant les conseillers provinciaux doit être introduite auprès du Gouvernement.

§ 2. L'autorité saisie doit statuer dans les trente jours à compter de la réception de la réclamation formulée.

Cette décision est notifiée au conseiller suppléant intéressé et, le cas échéant, à ceux qui ont introduit une réclamation auprès de l'autorité compétente.

§ 3. Un recours auprès du Conseil d'Etat leur est ouvert dans les huit jours qui suivent la notification.

§ 4. Le gouverneur peut introduire un recours dans les huit jours qui suivent la décision du collège provincial auprès du Gouvernement ou de son délégué.

**Art. L4146-30. § 1<sup>er</sup>.** A défaut de suppléants, il est pourvu à la vacance d'un ou de plusieurs sièges au conseil. L'élection a lieu selon les règles tracées aux articles L4145-5 et suivants.

§ 2. Le nouveau conseiller achève le terme de celui qu'il remplace.